

Insécurité. La lettre de Sarko à Michèle...



lucas dolega / epa

La ministre de l'Intérieur a reçu les encouragements du président (ici à Nice, le 21 avril). Mais...

« **M**adame la Ministre, chère Michèle. Depuis 2002, la lutte contre l'insécurité a marqué des progrès réels... » Ainsi commence la lettre de mission que Nicolas Sarkozy et François Fillon ont adressée, le 21 avril dernier, à la ministre de l'Intérieur. Une lettre qui révèle, en creux, les limites du bilan flamboyant affiché par le gouvernement en matière de sécurité. « *Les attentes de nos concitoyens [...] restent considérables et nous souhaitons qu'une nouvelle impulsion soit donnée à l'action de l'Etat dans ce domaine, écrivent les auteurs. L'objectif est de mieux assurer l'autorité de l'Etat sur l'ensemble du territoire national.* » Et de charger le programme de Michèle (Alliot-Marie) pour 2009.

« *Les violences urbaines, notamment commises en bande, constituent toujours un sujet de préoccupation essentiel pour nos compatriotes, en particulier les habitants des quartiers populaires qui en sont les premières victimes* », admettent le président et le Premier ministre, corroborant l'état des lieux récemment établi par *Marianne*. Solution présidentielle :

le Grand Paris, avec la création d'une Direction de la sécurité publique englobant les trois départements de la petite couronne et une meilleure liaison entre préfecture de police et Direction centrale du renseignement intérieur.

La deuxième source d'inquiétudes élyséennes, ce sont les ratés du rapprochement entre police et gendarmerie – pour l'anecdote, le directeur de la gendarmerie rédige encore ses courriers sur papier à en-tête du ministère de la Défense. « *Nous vous demandons de bien vouloir mobiliser l'ensemble des services de police et de gendarmerie sur la recherche de l'efficacité et de l'utilisation optimale des forces de l'ordre* », grince

« **Les violences urbaines constituent toujours un sujet de préoccupation essentiel.** »

l'autorité supérieure. A en croire Jean-Claude Delage, le secrétaire général du syndicat Alliance (qui pousse le vice jusqu'à lancer un site Internet pour les gendarmes*), il y a urgence. « *Les doublons actuels coûtent cher au contribuable et nuisent à la lutte contre l'insécurité* », peste-t-il. Un pavé dans les jardins de la Place Beauvau, dont l'occupante, ancienne de la Défense, a du mal à se défaire de l'image d'amie des gendarmes •

* <http://gendarmerie.alliancepn.fr>